



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

**Revue de presse
16 au 22 février 2019**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I Centres d'intérêts

1.1 Biodiversité.....	3
-Lagon : l'eau est trop chaude, les coraux suffoquent	
1.2 Pêche.....	8
- La cogestion des ressources halieutique devient impérative	
1.3 Environnement.....	9
- \$ 6.6 million allocated for biodiversity, climate change projects in Seychelles	
1.4 Economie	12
-Maurice attire les Sud-Africains	
1.5 Tourisme.....	13
- Les hôteliers s'attendent à une surprise	
1.6 Sécurité alimentaire.....	14
- Assurer les besoins internes d'abord	

Nouvelle alerte de blanchissement

Lagon : l'eau est trop chaude, les coraux suffoquent



Fortes pluies, coulées de boue, cyclones... et hautes températures. Les coraux sont en souffrance. Dans le lagon à Saint-Leu, Etang-Salé et à la Saline-les-Bains, ils suffoquent, perdent de leurs couleurs et blanchissent tout doucement... Si le phénomène est pour le moment réversible et pas forcément synonyme de mort, il révèle surtout un mauvais état de santé du corail...

Ces dernières semaines, l'eau est très souvent au dessus des 29°C dans le lagon. Elle est chaude, beaucoup trop chaude pour les récifs coralliens. Depuis le début de l'année 2019, la Réserve marine a déjà reçu deux bulletins d'alertes de blanchissement des coraux, émis par le programme de recherche régional CORDIO. "Le premier le 7 janvier, le second le 1^{er} février, détaille Bruce Cauvin, responsable du pôle Animation, Education, Formation

et Géomatique. Nous sommes actuellement en niveau 1 d'alerte de blanchissement."

Le mois de janvier a été "exceptionnellement chaud", confirme Météo France, avec des températures maximums supérieures de +1,5°C par rapport à la normale saisonnière. Le record absolu a d'ailleurs été battu à la station de Pointe Trois-Bassin qui a enregistré une température de 37°C.

A La Réunion, le seuil de tolérance des coraux à la température de l'eau se trouve entre 25 et 29°C. Au dessus et pendant trop longtemps, le corail va stresser et blanchir...

Pourquoi les coraux blanchissent ?

Le corail vit en symbiose avec une petite algue brunâtre, appelée zooxanthelle. L'un se nourrit, produit des déchets que l'autre mange, et ainsi de suite... Une association très importante qui maintient en vie les coraux. Les petites algues leur donnent ainsi 80% de leur énergie. Or, "en cas de stress, le corail va expulser ces petites algues, les mêmes qui lui permettent de grandir. Il va se retrouver fragiliser et va blanchir," déplore Tévamie Rungassamy, chargée des suivis scientifiques de la Réserve marine. Si ce stress dure trop longtemps, le corail est déséquilibré et meurt, sinon, il pourra réintégrer les algues dans son corps et survivre.

Sur l'île 14 stations scientifiques suivent l'état de santé des récifs coralliens. Mais "c'est dans le lagon que le phénomène de blanchissement est le plus visible, explique Bruce Cauvin. En 2004, 2009 et 2016, nous en avons vu beaucoup." Celui de 2016 était un phénomène mondial, la grande barrière de corail en Australie a également été fortement impactée. "Ce blanchissement a entraîné une forte mortalité des coraux," ajoute Bruce Cauvin.

Une situation réversible

Mais la haute température de l'eau n'est pas la seule responsable de ce phénomène. D'autres pressions s'exercent et fragilisent les récifs coralliens comme la pollution, les crèmes solaires, les cyclones, les fortes pluies... Ainsi, en 2018, lors du passage de Fakir, le lagon à Saint-Leu avait été fortement perturbé par la coulée de boue qui avait emporté une partie de la route. Elle avait charrié dans l'océan des nutriments et des polluants, mortels pour les coraux.

Mais ce blanchissement ne veut pas forcément dire que le corail va mourir. "Heureusement à La Réunion, la capacité de résilience des coraux est importante. Les petites algues peuvent revenir dans les tissus," indique Bruce Cauvin.

Pour le moment, impossible de savoir si les coraux atteints survivront : "nous ne pouvons pas savoir l'impact final des températures sur le corail, il faut attendre que l'été passe." souligne Tévamie Rungassamy. "Nous sommes actuellement dans une situation à risque. Le corail n'est pas encore mort," insiste-t-elle

Ainsi en 1989, le passage du cyclone Firinga avait fortement impacté les récifs coralliens de l'île, notamment à Saint-Leu où les scientifiques estimaient alors une destruction des récifs coralliens à plus de 90%. Quelques années plus tard, ils ont ensuite noté que ces récifs avaient récupéré une bonne partie de leur vitalité. Résilient le corail ! Mais jusqu'à quel point ?

L'impact du réchauffement climatique

Le blanchissement corallien date de 1983, bien avant qu'on parle de réchauffement climatique. Mais avec lui, il est de plus en plus récurrent. Acidification des océans, cyclones plus puissants, hausse des températures... tous ces phénomènes, liés aux changements climatiques, impactent et impacteront l'île.

"Par rapport à l'échelle des temps géologique et de la vie, tout va trop vite. Il n'y aura peut-être pas assez de générations pour pouvoir avoir une évolution qui suive les changements climatiques," souffle Tévamie Rungassamy. Le temps laissé aux organismes pour s'habituer serait ainsi beaucoup trop court.

"Le réchauffement climatique peut entraîner un affaiblissement du récif corallien. Il pourrait s'habituer et s'acclimater à des températures plus élevées, et ne pas y arriver et mourir" explique Tévamie Rungassamy.

Cependant, le milieu marin ne sera dépourvu de vie : "il aura évolué, au profit d'autres espèces comme les algues, des poissons herbivores. Mais il sera plus désavantageux pour l'être humain," poursuit la scientifique

En effet, s'ils venaient à disparaître des eaux de La Réunion, les conséquences seront nombreuses. "Ce sont les récifs coralliens qui fabriquent les plages de sable et les barrières de corail de la côte ouest, qui protègent le littoral des fortes houles, qui permettent toutes les activités balnéaires," énonce Tévamie Rungassamy.

"La base de l'écosystème de la Réserve marine, ce sont les coraux, il y en a plus de 180 espèces à La Réunion. Plus de 3.500 espèces animales et végétales en dépendent," ajoute Bruce Cauvin. Un affaiblissement ou une mortalité du recouvrement corallien auront forcément des répercussions sur la faune et la flore...

Les tortues imbriquées, dépendantes des coraux

Par exemple les tortues imbriquées... Déjà bien victimes de la pollution plastique, des hameçons et des fils de pêche, ces animaux seront particulièrement touchés par la disparition des récifs coralliens. "La tortue verte se nourrit d'algues et d'herbes marines, elle sera peu concernée, rappelle Stéphane Ciccone. Mais la tortue imbriquée, elle, est très

dépendante des coraux et de leur bien être... J'ai déjà observé des cas des tortues affamées, suite à des épisodes d'El Niño à Mayotte. Notamment une tortue imbriquée retrouvée en piteuse état."

Des gestes pour aider les coraux

Dans ces périodes difficiles pour les récifs, chacun peut aider. "On ne peut pas refroidir le lagon, on ne va pas mettre des glaçons dedans, ironise Bruce Cauvin. Mais il suffit juste d'avoir des gestes éco-citoyens : limiter les crèmes solaires avant la baignade, éviter le piétinement..."

22 février 2019

<https://www.lexpressmada.com/22/02/2019/peche-la-cogestion-des-ressources-halieu%C2%ADtique-devient-imperative/>

Pêche – La cogestion des ressources halieutique devient impérative

🕒 22 février 2019 👤 Harilalaina Rakotobe 👁 23 Vues 📖 2 minute(s) pour lire



Les responsables préconisent la participation active de la population locale pour préserver les aires maritimes.

Surexploitées, les ressources marines et halieutiques ont fait l'objet d'un atelier de partage d'expériences, hier à Anakely, entre les premiers concernés par le secteur. Menacés par diverses pressions, notamment la dépendance grandissante des communautés vis-à-vis de la pêche locale, ou encore les moyens de protection limités de l'administration vu l'étendue du territoire, les potentiels des côtes malgaches se doivent d'être gérés de façon durable. « Le pays est connu pour sa richesse en biodiversité marine et terrestre avec un taux d'endémicité élevé pouvant atteindre 90%. Une particularité que nous tentons de conserver à travers la mise en place des réserves de pêche à travers l'initiation du projet de cogestion des ressources sur trois aires marines protégées ainsi que de la gestion de vingt-sept aires de pêches gérées localement (APGL) », explique souligne Etienne Bemanaja, responsable au sein du ministère de la Pêche, de l'agriculture et de l'élevage.

Des aires marines protégées (AMP) qui ont été mises sous la responsabilité du comité de contrôle et de surveillance au niveau de la localité de Soariake dans le Sud-Ouest, d'Ankarea et Ankivonjy dans le Nord-Ouest. « Depuis la mise en place du système de cogestion ainsi que des réserves de pêches une nette amélioration a été observée au niveau des de la qualité et de la quantité des captures effectué par les pêcheurs locales », souligne Bemahafaly Randriamanantsoa, coordinateur de la gouvernance marine du Wildlife Conservation Society (WCS). Ce dernier qui conclut que « grâce à cette méthode, le Henalahy qui est une espèce de poisson que l'on croyait en voie de disparition au large de Mananara a pu être repêché en grande quantité ».

22 février 2019

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/10539/+.+million+allocated+for+biodiversity%2C+climate+change+projects+in+Seychelles>

\$ 6.6 million allocated for biodiversity, climate change projects in Seychelles

By: Sharon Ernesta



The rehabilitated coastline at Anse La Mouche through a 3-year project after it was subjected to degradation and erosion. (Patrick Joubert)

(Seychelles News Agency) - New projects in Seychelles addressing priority areas in biodiversity, land degradation and climate change mitigation will be considered for funding under the **Global Environment Facility** (GEF). This is possible now that the island nation has been allocated \$6.6 million from the seventh replenishment of the Facility.

The Ministry of Environment, Energy and Climate Change on Thursday met with key partners, researchers as well as not for profit organizations to discuss the priority areas and put forward ideas for potential projects.

“Nowhere is the inextricable connection between people’s well-being, economic prosperity and the environment clearer than on small islands. Since its inception, the GEF has been a strong partner and supporter of environmental programmes that promote sustainable development in Small Island Developing States (SIDS),” said Minister Wallace Cosgrow at the national dialogue held at the Savoy Resort and Spa at Beau Vallon.

The environment minister added said that funds are much needed in priority areas with many challenges.

“Land in Seychelles is a scarce resource, land-use pressure is intense, and the government has to juggle the needs of a growing population for land and housing, and the demands for ever more tourism development, with its commitment to the environment and biodiversity conservation,” said the Minister.

Cosgrow added that “Seychelles, like other countries, also face challenges from climate change and unsustainable use of natural resources with the support of GEF funding, the government and civil society are able to tackle these issues head-on.”



Participants of the initiative to plant 200 endemic and indigenous plants on Praslin in March 2016 as a way to counter climate development. (Seychelles News Agency) Photo License: [CC-BY](#)

Wills Agricole, GEF’s operational focal point, said that the overall goal is to use the funds to further protect the island nation’s environment.

“Past projects have benefitted our country a lot, especially where the protection of our endangered species is concerned and preventing their disappearance. Not forgetting the capacity building aspect, this has made us more knowledgeable in dealing with challenges in our environment sector,” said Agricole.

The funds received are expected to be used over the next four years. More resources are expected to be allocated to biodiversity. Also this year, GEF funds will not be used to support adaptation projects as there other funding opportunities available for such.

“Biodiversity and conservation always receive the most funds because at the end it is the protection and conservation of the planet, planet earth which is our home,” concluded Agricole.

GEF has been supporting projects in Seychelles – a group of 115 islands in the western Indian Ocean - since 2008 at a cost of \$25 million.

Over the years, a series of projects under different thematic areas has provided essential support to the development planning process, establishing a legal framework for environmental and land-use planning; addressing prioritisation of land management issues and expansion of the Protected Area system, as well as marine spatial planning.

Other implemented projects were those which explored innovative Protected Area management scenarios and financing mechanisms and mainstreaming biodiversity into the tourism and fisheries sectors that together employs half the population.

GEF funds are available to the developing countries and countries with economies in transition to meet the objectives of the international environmental conventions and agreements.

GEF support is provided to government agencies, civil society organisations, private sector companies, research institutions, among the broad diversity of potential partners, to implement projects and programs in recipient countries.

Following the dialogue, a National Steering Committee will be established to provide high-level policy guidance and orientation to the national project formulation for, resulting in the project concepts to be then submitted to GEF Secretariat for approval by the end of April

Investissement Maurice attire les Sud-Africains

MALGRÉ les possibilités d'investissement qu'offrent des destinations comme le Botswana, la Zambie, l'Éthiopie, les Seychelles, les îles Caimans et l'Australie, les Sud-Africains montrent un intérêt croissant pour Maurice. D'ailleurs, les dernières statistiques révèlent que 308 Sud-Africains ont choisi la destination mauricienne pour y vivre et travailler en 2018. Il s'agit d'une hausse de 18 % comparé à l'année précédente, où 259 *Occupation permits* ont été délivrés à ces étrangers dans les catégories suivantes : investisseur, professionnel et entrepreneur indépendant.

Chez Gibson & Hills, agence spécialisée dans la structuration des sociétés, l'on confirme que les Sud-Africains se tournent de plus en plus vers Maurice. Son CEO, Nadeem Mosafeer, précise qu'il y a cinq ans, elle traitait en moyenne un dossier tous les deux mois. Outre les procédures relatives à la constitution de leurs sociétés, elle s'occupe de leur trouver une résidence. Aujourd'hui, l'on est passé à une fréquence de deux dossiers par semaine. Grosso modo, Gibson & Hills a enregistré une croissance de 75 % dans le nombre de Sud-Africains souhaitant investir et habiter la destination mauricienne depuis 2014.

À l'Economic Development Board (EDB), l'on attribue cet intérêt des Sud-Africains au fait que Maurice se positionne comme une destination d'investissement avec notamment des incitations



Nadeem Mosafeer (CEO de Gibson & Hills)

Nombre d'Occupation permits délivrés aux Sud-Africains			
	2016	2017	2018
Investisseur	40	35	36
Professionnel	116	207	253
Indépendant	5	17	17

attractives. Les autres facteurs contribuant à l'attrait du pays sont : le respect de la bonne gouvernance, un environnement des affaires favorable, son cadre juridique et fiscal, son bassin de compétences et la qualité de vie.

Outre ces avantages que confère Maurice, il est important de considérer la situation politique et économique qui prédomine en Afrique du Sud. La volatilité de la devise locale, la majoration de la dette publique et l'incertitude des investisseurs avec la tenue des législatives cette année contribuent à encourager les investisseurs à opter pour une destination secondaire afin de maintenir ou d'accroître la profitabilité de leur business. Ainsi, l'EDB estime qu'il est primordial pour Maurice de continuer à s'imposer comme la destination idéale pour les Sud-Africains afin d'avoir un avantage concurrentiel face à d'autres juridictions.

Shareenah KALLA

Taux d'occupation Les hôteliers s'attendent à une reprise



LA SITUATION est paradoxale : alors que les arrivées touristiques sont en hausse (122 273 visiteurs en janvier 2019 contre 120 974 douze mois plus tôt), le taux de remplissage des hôtels est en recul.

Selon François Venin, Chief Sales and Marketing Officer de Beachcomber Resorts & Hotels, la contraction dans l'hôtellerie s'explique notamment par un phénomène mondial, à savoir l'explosion du nombre de réservations hors des hôtels via des plateformes numériques très bien organisées. N'empêche, il reste optimiste. «Comme l'a fait ressortir l'Ahrim récemment, on assiste depuis quelques mois à une hausse des arrivées touristiques et à une baisse des taux de

remplissage des hôtels. Je m'attends toutefois à une reprise dans les mois à venir. Car le taux de réservations est positif pour les prochains mois», argue-t-il.

À La Pirogue, qui appartient à Sun Resorts, l'on a enregistré une croissance de 1 % sur le trimestre par rapport à l'année dernière. Or, il faut peut-être voir dans cette performance le fait que l'établissement accueille un fort contingent de touristes allemands. Et l'on sait qu'en janvier dernier, il y a eu une croissance de 18,8 % sur le marché allemand, soit 1 904 visiteurs additionnels. Par ailleurs, La Pirogue table sur un taux de remplissage de 84 % pour l'exercice 2018-19. Pour le mois de mars, 87 % des chambres ont déjà été réservées.

Centres d'intérêts

Sécurité alimentaire



21 février 2019

<http://www.lagazette-dgi.com/?p=25830>

Sécurité alimentaire : Assurer les besoins internes d'abord !

Madagascar est un pays à fort potentiel dans tous les sens du terme, mais le problème est que ce potentiel n'est pas utilisé à bon escient. Ce qui fait que le pays peine à atteindre le développement convoité depuis fort longtemps. Prenons l'exemple du secteur agricole. Madagascar possède de grands espaces de terres arables, mais le problème vient du fait que les techniques agricoles appliquées dans le pays datent du Moyen âge. L'on ambitionne pourtant de faire de la Grande Ile le grenier de l'Océan Indien alors qu'elle n'arrive même pas à combler les besoins internes de sa population. En effet, la sécurité alimentaire de la population malgache laisse à désirer surtout dans la partie Sud de l'île. Madagascar se précipite à exporter ses produits alors que les besoins internes sont loin d'être comblés. La preuve est qu'on observe chaque année une insécurité alimentaire aigüe dans le grand Sud. Il serait plus adéquat d'assurer une alimentation adéquate et durable pour la population malgache d'abord et exporter après. Cela implique de redynamiser complètement les organisations paysannes, voire de restructurer le monde rural. Dans cette optique, un colloque s'est tenu à l'École Supérieure des Sciences Agronomiques (ESSA) à Ankatso dont l'objectif est de créer une plateforme d'échanges entre les chercheurs et les organisations paysannes. L'ambition de faire de Madagascar le grenier de l'Océan Indien est de taille, mais certainement pas impossible vu les potentiels incommensurables du pays. Cela nécessite beaucoup d'efforts de la part des agriculteurs, car ils auront à adopter de nouvelles techniques,

mais aussi de la part des dirigeants à soutenir les paysans dans l'amélioration de leur production. Est-il nécessaire de rappeler que Madagascar est un pays à vocation agricole et que l'agriculture emploie 80% de la population active en constituant une composante essentielle de l'économie malgache et contribuant à hauteur de plus de 30% au PIB ? Madagascar a donc tout intérêt à développer le secteur, mais reste à savoir si les dirigeants auront le bon sens et la bonne volonté d'aller dans cette voie.

Jean Riana